



● Femmes : bénéficiaires dynamiques de l'aide.

des paysans qui sont les plus pauvres et qui constituent toujours la majorité de la population.

Je pense que, par le passé, le Canada n'a pu se concentrer sur ce secteur, peut-être pour la raison qu'il y avait, du côté canadien, moins d'expérience à ce niveau. D'autre part, les instruments de l'ACDI n'étaient pas aussi appropriés.

A présent, on commence à élaborer des projets en direction du monde rural et le rôle des ONG devient de plus en plus important. Les responsables de l'ACDI ont constaté que les ONG ont un certain avantage dans le secteur rural et que pour développer le programme d'aide dans ce secteur, c'est surtout par les ONG qu'on peut y parvenir.

D'un autre côté, il faut se rendre compte que les ONG connaissent aussi des problèmes. C'est inévitable dans le développement. Je pense que l'ACDI devrait essayer de suivre ces programmes des ONG en général pour les aider. Ils n'ont pas seulement besoin de l'argent mais aussi des conseils.

■ **Le Canada-Afrique :** Pour revenir à l'Institut Nord-Sud, pourriez-vous préciser si l'Institut maintient des relations



institutionnelles, au Sénégal, avec les organismes concernés par l'aide au développement ou avec certains ministères intéressés ? Autrement dit, y a-t-il un suivi dans les rapports ou s'agit-il seulement des actions ou missions ponctuelles comme la vôtre ?

● **M. English :** Malheureusement, il n'y a pas eu de suivi. L'Institut est petit ne comptant que 15 personnes et ne disposant pas de moyens pour établir des relations à long terme.

■ **Le Canada-Afrique :** Pensez-vous que l'augmentation de l'aide se justifierait actuellement ?

● **M. English :** Comme je l'ai déjà dit, les besoins du Sénégal sont énormes. Si le Canada pouvait trouver les moyens d'augmenter l'aide d'une manière efficace, je souhaite qu'il puisse le faire. Mais le Canada a les moyens limités et il n'est pas certain qu'on puisse aug-

menter les financements tout en maintenant l'efficacité. Or, une aide gaspillée n'est pas souhaitable.

Je m'explique : à la lumière de mes travaux de recherche en Haïti et au Sénégal, je pense qu'il est essentiel si l'on veut améliorer la qualité d'aide que l'aide soit décentralisée. C'est seulement en travaillant sur le terrain qu'on peut évaluer et apprécier diverses possibilités et contraintes. Il ne faut pas seulement obtenir des personnes mais il faut aussi disposer du pouvoir et de l'autorité. Il s'agit là d'une opinion qui est partagée par la plupart des agents de l'ACDI.

■ **Le Canada-Afrique :** Ici au Sénégal, on identifie assez facilement l'aide canadienne, mais il serait intéressant de savoir comment l'aide est perçue par les Canadiens, l'acceptent-ils facilement ? On en parle très peu.

● **M. English :** Je pense qu'en général la grande majorité des Canadiens appuient l'aide au développement. Ils pensent que c'est vraiment quelque chose qu'il faut soutenir. Mais d'autre part, ils sont impatients et se demandent de plus en plus ce qu'on a fait, est-ce qu'on a réussi à atteindre les objectifs ou est-ce que l'argent va dans un gouffre sans fond. Et c'est là l'objectif de notre travail d'évaluation : d'essayer de répondre à ces questions de manière plus approfondie afin que les Canadiens comprennent l'importance de l'aide et sachent comment elle est utilisée. On s'inquiète à l'Institut Nord-Sud, que dans le cas où les structures administratives de l'ACDI et celles du gouvernement canadien ne seraient pas améliorées vis-à-vis des programmes d'aide, que le public ne devienne réticent et ne change son attitude qui a été jusqu'à présent positive.

■ **Le Canada-Afrique :** Une dernière question : quand allez-vous publier votre rapport final ?

● **M. English :** Le rapport sera publié sous forme d'un livre, vers la fin de cette année, et sera aussitôt disponible au grand public. Il constituera donc le dernier volet de ce travail de recherche relatif à l'aide. ■